

**PARTI DE L'AVANT-GARDE DEMOCRATIQUE SOCIALISTE
(P.A.D.S)**

**ETUDIANTS, JEUNES ET REPRESSION
AU MAROC**

1333

**UNION NATIONALE
DES
ETUDIANTS DU MAROC**

L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU MAROC

- U.N.E.M -

I - ORIGINES HISTORIQUES ET EVOLUTION

L'Union nationale des étudiants du Maroc(UNEM) n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat et l'aboutissement de plusieurs expériences d'organisation syndicale et associative du mouvement étudiant marocain depuis le protectorat.

En effet ce syndicat constitue la prolongation naturelle des activités des étudiants dans différentes associations universitaires. Comme exemples, on peut citer l'association des étudiants musulmans Nord-africains qui a été constituée en 1912, puis renouvelée en 1927; l'Union des étudiants du Maroc en 1925; puis l'association des étudiants marocains en 1948. A cela s'ajoutent d'autres expériences d'organisation en Europe de l'Est, en Espagne et au Moyen-Orient. Ces tentatives d'organisation des étudiants leur ont permis de participer de façon efficace à côté des autres mouvements démocratiques à la lutte pour l'indépendance du Maroc.

Durant son histoire l'UNEM a pu se protéger et se conserver en tant que force syndicale importante, et ceci grâce à son unité organisationnelle et à son combativité continue.

Toutes ces caractéristiques ont contribué pour faire de cette organisation l'axe principal de lutte contre les différents projets antidémocratiques et antipopulaires de la classe au pouvoir dans l'enseignement universitaire. Ainsi, elle a aussi imposé le retrait de plusieurs circulaires ministérielles et projets gouvernementaux.

L'histoire de l'UNEM est également celle d'une répression sauvage, dure et répétitive de la part du pouvoir. Elle était, comme elle l'est encore, victime de multiples campagnes de répression. Ses militants et ses sympathisants, ont subi non seulement des centaines d'arrestations et de condamnations à des peines de plusieurs années de prison fermes, mais certains d'entre eux sont morts sous la torture ou suite à des grèves de la faim illimitées. Mais malgré tout ça , l'UNEM a toujours su naître de ses cendres à la fin de chaque campagne répressive et à continuer sa lutte . Ainsi , cette nature combative est donc liée au mouvement étudiant marocain depuis sa naissance .

Constituée à la veille de l'indépendance, cette organisation syndicale est le résultat logique de toutes les expériences citées ci-dessus. Elle deviendra

l'instrument efficace entre les mains des étudiants pour défendre leurs intérêts et lutter avec le peuple marocain pour de nouveaux horizons.

Pour mieux comprendre son histoire riche d'enseignement, nous allons en distinguer trois phases principales :

PREMIERE PHASE :

Cette première phase est caractérisée par une lutte ascendante et par l'acuité du conflit avec la classe au pouvoir. Cela se constate facilement par la nature des slogans adoptés par ce jeune syndicat à l'époque et par la répression dont il était victime. Depuis sa constitution , il a affirmé son appartenance aux rangs du mouvement progressiste et démocratique. Parmi ces slogans nous pouvons citer :

*La lutte contre le colonialisme

*L'appel à des réformes administratives et à l'assainissement des appareils de l'Etat

*Le retrait de toutes les forces armées étrangères des territoires marocains..etc..

Dans son congrès de 1959 à Azrou, l'UNEM a revendiqué le respect des libertés et des droits démocratiques, ainsi que la nécessité de libérer tous les prisonniers et les détenus d'opinion. Elle a exprimé son soutien et sa solidarité au Parti communiste marocain de l'époque (l'actuel Parti du progrès et du socialisme-PPS-) et a demandé la levée de l'interdiction qui frappé ce dernier. Elle a aussi revendiqué des réformes au niveau économique, social et politique.

Toutes ces revendications constituaient des points de rencontres avec les autres forces progressistes et démocratiques du pays. Mais une critique majeure formulée à l'égard de l'UNEM pendant cette période, est que cette dernière accordait plus d'importance aux problèmes d'ordre politique au détriment de l'axe principal de son existence, qui est la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants.

Au congrès de 1961, l'UNEM a franchi encore une autre étape dans ce processus en appelant au boycott de la constitution de 1962 et en mobilisant le mouvement étudiant pour militer à côté des forces politiques pendant les élections parlementaires de 1963.

Au 13ème congrès de 1968, dans le cadre d'un effort de reconstitution et de redémarrage sur de nouvelles bases, l'UNEM a adopté les quatre principes

organisationnels suivants : Autonomie, Progressisme, démocratie et organisation de masse.

Mais, malheureusement et malgré l'adoption de ces quatre principes essentiels et nécessaires, pour le bon fonctionnement d'une organisation syndicale, en 1972 le 15ème congrès est venu accentuer encore plus le caractère politique de l'UNEM. Ainsi il attaqué toutes les forces politiques démocratiques du pays et a adopté des résolutions politiques, sans tenir compte des autres composantes de l'organisation (étudiants des autres partis politiques et étudiants non partisans), notamment pour la question du Sahara .

Cette pratique a isolé l'UNEM de sa large base, en facilitant ainsi au pouvoir d'atteindre son objectif, celui d'arrêter des dizaines de jeunes, d'organiser des procès préfabriqués et enfin d'interdire l'organisation en janvier 1973 .

DEUXIEME PHASE :

Malgré l'interdiction, la lutte n'a pas cessé. Les étudiants marocains sont restés attachés à leur organisation, en imposant la légitimité de celle-ci dans les faits et sur le terrain et en luttant pour la légitimité de droit, faisant ainsi échec aux tentatives de liquidation de ce syndicat militant de la part des ennemis du mouvement étudiant .

Pendant cette phase, la lutte s'est centralisée autour de deux axes principaux :

- *La lutte contre la " réforme universitaire " de 1974-1975 et
- *La lutte pour la levée de l'interdiction de l'UNEM

Pour atteindre leurs objectifs, les étudiants ont constitué le conseil national qui n'a épargné aucun effort pour unifier et coordonner les luttes et les actions menées dans les différents centres et villes universitaires. Ceci a créé un nouveau dynamisme sur la base de l'unité de lutte qui s'est élargie et qui a été couronnée par la levée de l'interdiction en 1978 .

Pour l'Etat marocain cet acte n'était qu'une tactique face à la consolidation de la lutte et parce que l'interdiction de l'UNEM constituait un point noir dans son "processus démocratique". Mais, en même temps, en levant l'interdiction le pouvoir marocain était conscient des limites futures de l'organisation, du fait de la nature des courants politiques qui allaient s'emparer d'elle dans l'avenir .

La tenue du 16ème congrès en 1979 avait une importance capitale pour les militants, les sympathisants, et la base, surtout après plusieurs années d'interdiction Les étudiants l'attendaient avec beaucoup d'espoir dans l'objectif de trouver ensemble les solutions adaptées à des problèmes qui se sont accumulés pendant la période de l'illégalité juridique et afin de mieux s'organiser pour défendre leurs intérêts. Mais malheureusement, et loin des aspirations et des attentes, les résultats étaient médiocres et ceci pour plusieurs raisons .

D'abord la préparation du congrès a connu plusieurs fraudes et pratiques antidémocratiques à cause de la distribution inégales des cartes d'adhérence . L'exclusion du congrès des délégations de l'Europe occidentale. Et durant le congrès, au lieu d'élire démocratiquement les membres des commissions, les délégués ont assisté à une pratique étrange aux principes de l'UNEM : la nomination purement et simplement par désignation des membres de ces commissions. Et pour couper court aux discussions démocratiques, on procédait à chaque fois au " vote", avant même que ces dernières n'aboutissent à des conclusions concrètes et claires, au " vote " .

Bref, le congrès dans son ensemble était victime des intérêts étroits et partisans du courant qui dominait les appareils de direction de l'UNEM. Ainsi le congrès n'a pas pu tirer les enseignements des expériences accumulées, ni définir des formes d'organisation adaptées aux nouvelles données qualitatives et quantitatives de la réalité de l'université. Le mouvement étudiant est resté donc dans la défensive pendant la période qui va suivre sans pouvoir imposer ses revendications ou consolider son organisation.

Le 17ème congrès s'est tenu dans des conditions de crise généralisée et structurelle et dans une période caractérisée par la politique d'austérité et par l'explosion au niveau social. En effet la lutte au sein des institutions constitutionnelles était dans l'impasse et le mouvement de la lutte sociale dépassait l'opposition parlementaire. La révolte spontanée de 1981, constituait la réponse des masses populaires à la politique de la paix sociale prônée par le pouvoir. Dans ces circonstances, le congrès s'est tenu en l'absence des conditions morales et matérielles nécessaires. Ainsi les mêmes pratiques et les mêmes procédures antidémocratiques du 16ème congrès ont été appliquées une deuxième fois par la direction de l'UNEM pendant le 17ème congrès. Ce dernier a été une nouvelle fois la victime des intérêts étroits et partisans et d'un conflit entre les différentes conceptions de l'organisation syndicale en général et du mouvement étudiant en particulier.

Au lieu d'élargir le débat démocratique pour aplanir les divergences et constituer une plate-forme unifiée, le congrès avait pris une autre voie. La liste CDT (étudiants de l'Union Socialiste des Forces Populaires-USFP-) a essayé d'utiliser sa méthode traditionnelle, celle de la magouille et de la menace dans les coulisses et durant les réunions dans le but d'exclure la liste Rifak Chouhada

(étudiants du Parti de l'Avant-garde Démocratique Socialiste-PADS-actuellement). Quand cette politique antidémocratique d'exclusion n'a pas abouti malgré toutes les négociations et les pressions sur les autres listes des autres tendances politiques de l'UNEM, la liste CDT s'est retirée du congrès sous le prétexte de ne pas vouloir reconnaître la liste Rifak Chouhada.

En réalité , ce retrait s'expliquait essentiellement par d'autres raisons. Parmi elles on peut citer :

- * L'absence chez les étudiants de l'USFP d'une vision claire sur le concept et la pratique de la démocratie, surtout dans une organisation syndicale telle que l'UNEM . En effet, la base de l'USFP attendait la mise en oeuvre et l'application par le bureau politique de la décision du comité central du Parti, qui consistait au retrait des élus de ce dernier du parlement, mais cette décision est restée sans suite, chose qui a conduit à la confusion au sein même du Parti et par conséquent chez ses militants étudiants .
- * La tenu du congrès est intervenue juste après la révolte populaire du 20 juin 1981. Avec la répression sauvage qui s'est abattue sur les militants démocrates et sur les masses populaires, il a fallu plus de courage et plus d'esprit de combat pour affronter cette situation. Mais comme tout le monde le sait, la direction de l'USFP, dans ces conditions difficiles a choisi et a opté pour le chemin du compromis avec le pouvoir. Par conséquent, paralyser l'UNEM en tant que mouvement actif et dynamique était la seule solution pour ce Parti pour ne pas porter atteinte au compromis.
- * Le courant opportuniste de l'USFP était convaincu de l'impossibilité d'avoir cette fois-ci la main mise totale sur la direction de l'UNEM et sur ses décisions afin de l'utiliser une fois de plus comme une carte et un moyen de pression dans ses calculs sectaires.

S'agissant des autres composantes de l'UNEM, elles étaient incapables de trouver une plate-forme unifiée, répondant aux exigences de la période tout en tenant compte des conditions objectives et subjectives et des limites du mouvement syndical étudiant et tout en respectant la légitimité de la différence et de la diversité de pensée et d'opinion politique dans une organisation comme l'UNEM.

Les points de vue étaient très divergents sur de nombreuses questions telles que: le consensus national, le processus démocratique, les élections et les institutions comme le parlement etc.....

En ce qui concerne le type et le principe de représentativité au sein des instances de base et de direction de l'UNEM, il y avait ceux qui préconisaient la proportionnelle et ceux qui étaient contre celle-ci. La question du Sahara représentait une autre entrave à l'entente syndicale.

L'ensemble de tous ces facteurs a conduit à la levée du congrès, après l'adoption d'une motion proposée par la liste Rifak Chouhada pour débloquer la situation . Cette motion consistait à renouveler la confiance dans les membres restants de l'ancien comité exécutif et du comité administratif pour préparer un congrès extraordinaire .

TROISIEME PHASE :

Après le 17ème congrès la situation a évolué, notamment la politique suivie par l'Etat dans le domaine de l'enseignement en général et l'enseignement supérieur en particulier. En effet, dans le cadre de l'application des directives du F.M.I., la classe au pouvoir a porté des coups durs à l'enseignement et cela par :

- * L'application des différentes réformes dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire en l'absence de toute participation des concernés : étudiants, enseignants et leurs organisations syndicales
- * L'annulation du droit d'inscription pour tous à l'université et du choix d'orientation
- * L'annulation du droit de bourse pour tous et la diminution de son montant de 50% pour les étudiants qui redoublent l'année ou qui sont originaire de la ville universitaire
- * Insuffisance de cadres, de professeurs et d'assistants, chose qui entraîne la surcharge des salles de TD, de TP et des amphithéâtres

L'application de cette politique restrictive était facilitée par la situation de paralysie du mouvement étudiant et de son organisation. Cette situation se caractérisait par :

- * l'incapacité des instances exécutives de l'UNEM et l'absence d'un programme minimum autour duquel peuvent se regrouper toutes les composantes du mouvement étudiant
- * l'apparition de nouveaux centres universitaires qui n'ont aucune expérience d'organisation et de lutte

A cela s'ajoute :

- * l'absence de coordination entre les différentes luttes qu'ont menées les étudiants sans arrêt, pour faire face aux différentes tentatives de liquidation de

leur organisation

- * les luttes menées isolément et sans tenir compte des capacités réelles du mouvement étudiant, ce qui a dans la plupart du temps conduit à l'échec avec toutes les conséquences que ce dernier peut engendrer.

Mais, malgré cette situation, les étudiants n'ont pas perdu espoir et ont continué leur combat. Ils ont aussi inventé et instauré des nouvelles formes d'organisation telles que: les comités de discussion et les comités transitoires dans les centres universitaires d'Oujda, Fès, Mèknes, Rabat, Béni-Mellal, Casablanca, Marrakech, AgadirCeci a permis de redynamiser l'organisation, de réaliser des avancées qualitatives dans les luttes menées et de donner un nouveau souffle au mouvement .

Pour faire face à cette nouvelle recrudescence de l'activité militante des principaux centres universitaires, le gouvernement marocain a imposé une présence permanente d'une milice appelée par les étudiants " Awaqs " dans les universités et les campus . il a aussi arrêté des dizaines de militants et a organisé, comme d'habitude, des procès pour distribuer des dizaines d'années de prison fermes .

Mais, cette fois-ci un " nouveau " outil de répression domine les autres moyens habituels. En effet, le gouvernement n'a cessé d'encourager des attaques, des tentatives d'assassinats et des assassinats perpétrés par le mouvement obscurantiste islamisant. En effet, au début de l'année universitaire 1991-1992, ces adeptes du fascisme ont organisé des attaques de grande envergure contre les étudiants de l'université d' Oujda et de Fès. Ils ont mobilisé toutes leurs forces, venues surtout de l'extérieur des universités. Ils ont utilisé des chaînes, des gourdins, des couteaux, des "talkies-walkies", des fourgonnettes et des voitures mercedes. Leurs opérations se sont déroulées en présence de la police.

Suite à leurs attaques musclées, des dizaines d'étudiants ont été grièvement blessés. Et comme par hasard, à la fin de chaque attaque, la police organise des rafles contre les étudiants agressés, les arrête et jette certains d'entre eux en prison sous prétexte de "troubles publics". Déjà avant ces attaques, ces islamisants avaient enlevé l'étudiant Maâti OUMIL, ils ont jeté son corps dans une rue d'Oujda après l'avoir torturé et assassiné.

Ces fascistes ont aussi organisé des tribunaux secrets qui ont prononcé des peines capitales à l'encontre des responsables de l'UNEM. A Fès, par exemple, les étudiants Aït Eljaïd et M. Khammar ont été battus à mort dans la rue en plein jour. Le premier est mort à l'hôpital. Mohammed Abdelaziz a subi le même traitement que ses camarades et il a échappé à la mort par miracle .

CONCLUSION

D'après cette lecture succincte de l'histoire de l'UNEM, nous constatons que durant les trois phases, le mouvement étudiant marocain a mené des luttes ardentes et sans relâche dans le cadre de son organisation, mais les acquis arrachés ne correspondaient pas parfois aux sacrifices consentis.

En effet, souvent les luttes ont été menées sans tenir compte des circonstances, des rapports de force, des limites et des capacités du mouvement étudiant à chaque période donnée.

On peut aussi constater que souvent le caractère politique prend le dessus sur le caractère syndical de l'organisation, que la démocratie dans la pratique et la relation entre les différentes instances est souvent bafoué.

On peut également souligner que les relations entre les différentes composantes sont souvent caractérisées par des conflits qui n'ont aucun lien avec l'intérêt général de l'étudiant, mais qui résultent des calculs partisans étroits, à très court terme et qui ne bénéficient à personne à moyen et long terme. Ces pratiques ne font au contraire que disperser les forces et par conséquent affaiblir le mouvement.

II - SITUATION RECENTE ET ACTUELLE

Malgré, les expériences accumulées, le mouvement étudiant marocain est actuellement dans une situation très difficile et cela pour deux raisons principales:

Première raison : l'Etat marocain continue d'appliquer son plan de liquidation de l'UNEM par une interdiction de fait basée sur :

1- la militarisation des universités, des instituts et des citées universitaires en y imposant sa milice de façon permanente. Celle-ci s'infiltré partout et interdit tout rassemblement aussi minime soit-il.

2- la multiplication des arrestations des responsables et des militants actifs au sein des comités transitoires et l'organisation des procès préfabriqués et montés de toutes pièces.

3- la création parfois de certaines "corporations" qui n'ont aucune crédibilité ni représentativité dans les centres universitaires.

4- tous ces moyens n'ont pas suffi à l'appareil répressif pour déraciner le mouvement de l'université marocaine. Ainsi et pour diversifier ses méthodes et cacher sa défaite, il s'est ingénié à aider et à encourager les mouvements fascistes obscurantistes et islamisants dans leurs attaques meurtrières. Le but de ces mouvements est bien claire, c'est de s'emparer des universités au niveau national et y imposer leurs idées obscurantistes. Le but du régime marocain est bien sûr de se débarrasser de l'unem, organisation, qui a pu lui résister pendant longtemps et qu'il n'a jamais pu casser définitivement, malgré la répression et l'interdiction juridique et de fait .

Deuxième raison: c'est que la création des comités transitoires dans les universités a permis de défendre certains intérêts locaux des étudiants, de mobiliser ces derniers localement pour se solidariser avec leurs camarades dans les autres villes universitaires. Mais malgré les points positifs de ces comités, ils commencent à s'essouffler faute de coordination nationale.

Ainsi, actuellement et plus que jamais, la nécessité de créer un comité national de coordination s'impose pour :

- Unifier les luttes et les revendications au niveau national et assurer leur réussite ou leur continuité.
- harmoniser les objectifs périodiques de chaque lutte et le cadre général du mouvement .
- franchir des étapes qualitatives qui permettent un nouvel essor.
- faire face au développement du courant islamisant au sein de l'université.
- avoir une instance qui peut négocier et représenter l'UNEM au niveau national, en attendant le prochain congrès pour élire une nouvelle direction .
- créer les conditions morales et matérielles et assurer la préparation au futur congrès.

II - FEDERATION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

La situation des étudiants marocains en France et en Europe s'aggrave elle aussi de plus en plus . Ils sont parmi les victimes de l'évolution politique, économique et sociale dans ces pays. Les inscriptions universitaires se font de plus en plus rares et difficiles. La possibilité de trouver un logement et un travail, pour compenser la réduction de 50% de la bourse, pour ceux qui ont eu la "chance" d'en bénéficier, est loin d'être évidente, surtout avec la crise économique et la montée du chômage dans les pays d'accueil, et avec les réglementations en matière du travail des étudiants étrangers.

Les nouvelles lois qui fleurissent sans arrêt, permettent à la police de contrôler la vie de l'étudiant étranger dans ses moindres détails : les ressources, les examens et soutenances, les notes, le logement...., leur dressant ainsi des obstacles supplémentaires. Cette situation et ces nouvelles mesures ne peuvent guère faciliter la poursuite des études dans des conditions saines. A cela s'ajoute d'une part la négligence des dirigeants marocains qui ne déploient aucun effort auprès des pays d'accueil pour assouplir les conditions de vie des étudiants marocains et d'autre part, l'absence de fait des instances dirigeantes et des responsables de l'UNEM au niveau fédéral.

Avant c'était l'UNEM, Fédération d'Europe, avec le soutien et la solidarité des organisations démocratiques des jeunes et des étudiants qui s'en occupait. Les tâches étaient relativement bien accomplies. Où en sommes-nous actuellement ? Les choses sont bien différentes. Elles sont loin, bien loin de ce qu'il faut pour faire face à la situation actuelle.

En effet, les échecs du conseil fédéral de 1985 et celui de 1986 ont créé une situation d'immobilisme, de délabrement de notre organisation et d'absence d'une direction au niveau de la fédération, capable d'affronter la nouvelle situation .

Dès le début du conseil fédéral de 1985, et pour des raisons toujours partisans et sectaires, le bureau fédéral a présenté une motion de censure condamnant une organisation politique marocaine, chose qui a engagé le conseil dans des discussions sans fin, et qui s'éloignent de toutes les préoccupations immédiates des étudiants et de leurs problèmes au niveau de la fédération.

Ainsi le conseil était dès le départ voué à l'échec et il a été levé sans avoir réellement commencé.

En 1986, à l'occasion de l'assemblée générale, qui devait élire le bureau de section de Paris et les délégués de cette dernière au futur conseil fédéral, un conflit interne éclatait entre les étudiants de la liste " Etudiants Progressistes ". Les détenteurs du bureau de section de l'époque exploitaient la situation et orientaient l'A.G dans une voie sans issue. Le chaos a duré une dizaine de jours

sans résultat. Cependant, les trois composantes estudiantines appartenant aux partis de l'opposition parlementaire, qui détenaient le bureau de section de Paris et le bureau fédéral, ont tenu un conseil secret, en l'absence des autres délégués des sections qui étaient en désaccord avec eux, sur la conception de la lutte syndicale et sur leur pratique antidémocratique au sein de l'UNEM.

Ce conseil fédéral secret a accouché d'un bureau fédéral bâtard et mort-né. Celui-ci de par ses objectifs ou plus précisément des objectifs des trois listes du mouvement étudiant qui le composent a gelé toute activité et toute action militante qui peut avoir comme but la restructuration et la dynamisation de l'UNEM au niveau de la fédération. Ce faisant, il a laissé les différentes sections à leur propre compte et les a privées de tout instrument de coordination et de consolidation des luttes des étudiants en Europe.

ANNEXE : LES QUATRE PRINCIPES ORGANISATIONNELS DE L'UNEM

1- Mouvement de masse : l'absence de caractère de masse fait de tout syndicat un ensemble d'actions sans influence. Le caractère de masse n'est pas seulement un problème de quantité ou de nombre, mais essentiellement un problème de qualité. Il ne suffit pas pour un syndicat de mobiliser une large base, mais il faut aussi qu'il soit démocratique. Autrement dit, il faut qu'il soit de masse, par rapport à ses prises de position, dans l'élaboration de son programme et dans l'établissement de sa ligne directrice générale. Il faut aussi que ses analyses et ses préoccupations principales émanent des masses qu'il défend et reflètent les intérêts de ces dernières.

2 - Mouvement démocratique : la réalisation du premier principe est conditionné par ce deuxième. En effet, un mouvement de masse ne peut l'être ou le devenir en l'absence de la démocratie. Démocratie dans les relations internes entre les militants, entre les instances de l'organisation et entre ces dernières et la base. Pour l'UNEM, la nécessité de la démocratie résulte du fait que la réponse aux intérêts et aux besoins des étudiants, ainsi que l'affrontement de la politique élitiste de l'enseignement ne peut réussir, ni aboutir sans la participation efficace et active de la majorité des étudiants dans la prise des décisions et bien sûr à leur application. C'est cela qui peut contribuer à redonner à l'UNEM son dynamisme et sa vivacité.

3- Autonomie : ce principe signifie l'autonomie de l'organisation, dans ses choix et dans ses prises de position et ses décisions. Autonomie ne signifie pas, indépendance complète ou rupture avec le mouvement progressiste et démocratique du pays dans son ensemble, ni avec les luttes des masses populaires, mais l'application de procédures démocratiques au niveau interne pour toute affaire concernant les étudiants et leur lutte syndicale.

Ce principe veut dire que l'UNEM, doit prendre ses décisions, élaborer son programme et définir ses actions et les instruments de celles-ci, en se référant à sa base et à ses instances compétentes indépendamment de toute pression extérieure et de toute hégémonie partisane.

4 - Progressiste : ce principe insiste sur l'engagement du mouvement étudiant par l'intermédiaire de son organisation aux côtés des masses populaires dans leurs luttes et aux côtés du mouvement progressiste et démocratique dans son ensemble.

Ces principes sont étroitement liés, interdépendants et s'interfèrent de manière très étroite. Ils constituent une unité. Bafouer l'un d'eux engendre automatiquement des conséquences négatives sur les autres en paralysant ainsi le mouvement entier.

JEUNES ET REPRESSION

SITUATION ECONOMIQUE SOCIALE ET POLITIQUE

La situation économique, sociale et politique au Maroc ne cesse de se dégrader. C'est le résultat inéluctable de la politique antipopulaire poursuivie par la classe au pouvoir, dans le cadre de la dépendance et l'application de plus en plus stricte des directives des instances impérialistes. Une véritable guerre de classe est menée quotidiennement contre le pouvoir d'achat des couches les plus déshéritées par le biais de la hausse constante des prix des produits de première nécessité. La réduction de tous les budgets sociaux, la dégradation voulue et programmée du système de l'enseignement, la suppression du service civil, la privatisation et la concentration de l'appareil productif entre les mains d'une minorité de privilégiés, tous les moyens sont mis en oeuvre pour accentuer la crise sociale déjà alarmante.

LA crise structurelle dans laquelle se débat la société marocaine sous les effets de la dépendance et du sous développement a des incidences cruelles sur les droits matériels et moraux de l'immense majorité du peuple. Voici quelques indicateurs significatifs :

- Plus de 40% des marocains vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue, tandis que 6% seulement des ménages s'accaparent 50% de la richesse nationale.
- Le chômage touche plus de 30% de la population active. La moitié des marocains ayant moins de 20 ans. Ce sont donc les jeunes qui sont touchés de plein fouet. Parmi eux 50.000 diplômés universitaires sont sans emploi, alors qu'ils n'étaient que 3.000 en 1983. 250.000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, plus de la moitié d'entre eux est vouée inéluctablement au chômage.
- Un quart des citadins vivent dans des bidonvilles, la crise du logement battant son plein. Arbitrairement, les autorités procèdent de temps à autre à la destruction pure et simple de l'habitat jugé "indécent", et particulièrement celui exposé aux regards des touristes. des milliers de personnes sont ainsi jetées à la rue sans procédure ni autre recours.
- Le SMIC de 1080 DH par mois (658 FF) n'est pas respecté par 60% des patrons et il n'est que de 660 DH (402FF) par mois pour les ouvriers agricoles.

On peut alors imaginer la détresse de millions de jeunes sans emploi, expulsés de l'enseignement, rejetés et marginalisés sur tous les plans : économique, social et culturel. La recrudescence de l'immigration clandestine par tous les moyens aussi périlleux soient-ils, n'est d'ailleurs qu'un reflet de la crise qui atteint des dimensions dramatiques.

La répression systématique du mouvement syndical et démocratique et le complément direct de cette politique de paupérisation visant à marginaliser des couches de plus en plus larges de la population. Les droit de grève, d'expression, d'association sont certes juridiquement garantis, mais ils sont bafoués quotidiennement dans la réalité. Les licenciements massifs et abusifs se poursuivent avec la bénédiction des autorités. Les procès arbitraires de dizaines de militants syndicalistes ouvriers et étudiants se poursuivent sans relâche dans l'ensemble du pays.

La situation dans les prisons n'est guère meilleure. Plusieurs détenues politiques sont déjà morts sous la torture, ou à la suite de grève de la faim illimitée (seulement entre 1992 et 1993, 5 détenues sont morts sous la torture). Il s'agit là d'une politique officielle, visant à brimer les détenus politiques, à les priver de leurs droits les plus élémentaires, à les exposer à la bastonnade et à la torture, alors qu'ils sont juridiquement sous la protection de la justice, ou encore les exposer à la mort lente dans des conditions inhumaines.

Bref, la situation au Maroc se caractérise essentiellement par l'absence de démocratie dans le cadre d'un état de non-droit. En effet, il ne peut y avoir de démocratie sans souveraineté populaire et sans respect des droits de l'Homme et des libertés individuelles et collectives.

Depuis plusieurs années, le pouvoir marocain et tous ceux qui ont accepté de jouer son jeu dans le cadre de la collaboration de classe, s'achament à accréditer le soi-disant processus démocratique. La réalité sociale et politique marocaine n'a cessé de prouver le contraire et leur "processus démocratique" destiné à l'opinion occidentale, vise invariablement le même objectif, celui de cautionner l'Etat de non-droit et de camoufler cette réalité derrière une façade démocratique.

LA SITUATION DANS L'UNIVERSITE

Le système de l'enseignement au Maroc vit une situation particulièrement grave, conséquence directe de la crise globale : économique, sociale et politique.

Les étudiants mènent une lutte acharnée pour l'amélioration des conditions d'études au sein de l'université marocaine, sous l'égide de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (U.N.E.M) Cette situation se caractérise par :

- Le manque d'encadrement alors que plus de 50 000 diplômés universitaires et 100 000 diplômés en général dans toutes les branches sont réduits au chômage,
- Le manque de matériel nécessaire à la recherche scientifique,
- Le manque de salles d'études, de bibliothèques et de livres,
- La surcharge des amphithéâtres, des salles de travaux dirigés et de travaux pratiques,
- Quand aux conditions de logement, de transport et des restaurants universitaires, elles sont loin de satisfaire les besoins nécessaires à la poursuite des études.

A ces conditions, s'ajoute l'interdiction de fait imposée à notre seule et unique organisation estudiantine militante : U.N.E.M. et suite à la "réforme universitaire", toutes les universités connaissent une présence massive d'une police spécialisée, surnommée "AWAKS" qui a pour mission d'interdire tout rassemblement des étudiants dans leurs campus et de les terroriser au sein même des amphis et en plein cours.

La répression qui s'abat sur les étudiants vise à les priver du droit de s'exprimer, d'appartenir à leurs syndicats l'UNEM et de défendre leurs droits les plus élémentaires qui permettent de poursuivre des études dans des conditions saines et normales. Cette situation s'inscrit dans le cadre des violations des droits de l'Homme que connaît le Maroc en général. Les militants de l'UNEM sont pourchassés, arrêtés dans l'enceinte de l'université et ailleurs, et condamnés à des années de prison ferme pour activité syndicale.

Ces conditions difficiles poussent un certain nombre d'étudiants à l'exil malgré toutes les souffrances matérielles et morales qui en découlent, aussi bien pour l'étudiant que pour sa famille. Chaque année, la France connaissait un afflux important d'étudiants marocains dans le cadre de la soi-disant coopération entre le Maroc et la France sur les plans : économique, politique et culturel.

Les étudiants étrangers en France vivent une ségrégation administrative intolérable. Leurs problèmes d'inscription et de séjour ont été rendus particulièrement aigus par le biais des lois, Joxe, Pasqua, et d'autres nouvelles formules qui, dans le fond ne diffèrent en rien des précédentes. Et la situation va encore empirer avec le retour de la droite au pouvoir.

L'indifférence du régime marocain à cette situation, laisse les étudiants marocains voués aux difficultés de tout genre. Ce qui n'est pas sans conséquence sur leur rendement scolaire.

La situation de l'université marocaine dans son ensemble, n'est pas le résultat d'erreurs d'appréciation ou d'application de la part des responsables. C'est un choix inhérent à une politique globale qui s'inscrit dans le cadre de la dépendance aux institutions monétaires et impérialistes internationales.

Elle a pour objectif de supprimer toute subvention de l'Etat aux services publics et plus particulièrement à l'enseignement et à la santé. Cette politique vise à réduire la majorité de notre peuple à l'ignorance, la maladie, ou tout simplement à la pauvreté et à la famine, d'une part, et d'autre part permettre à la minorité qui détient le pouvoir de s'enrichir davantage.

Nous étudiants du Parti de l'Avant-garde Démocratique Socialiste (P.A.D.S.), avons pour objectif immédiat la levée de l'interdiction de fait imposée à l'UNEM. Nous sommes engagés à militer sans relâche pour cet objectif, quels que soient les sacrifices qui peuvent en découler. Nous oeuvrons pour le renouvellement des instances de l'UNEM au niveau interne (National) et au niveau de la fédération (bureaux de sections et bureau fédéral).

Nous sollicitons le nécessaire soutien des organisations démocratiques estudiantines et de jeunesse, aux luttes que mène le mouvement étudiant marocain pour la satisfaction de ses droits légitimes.

JEUNESSE, LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET REPRESSION

La réalité du chômage au Maroc, est devenue un phénomène alarmant et s'impose comme une donnée structurelle qui caractérise l'échec de la politique de l'emploi.

D'après les statistiques officielles, le taux de chômage s'élève à 15,5 % dans les villes et à 30 % dans les campagnes.

Si nous comparons ces taux avec ceux des années précédentes, on constate une progression rapide du chômage.

En effet, dans les villes, ce taux a été de 9,8% en 1980, de 11,3% en 1982 et de 13,5% en 1985.

Ces taux expriment en réalité le chômage à longue durée. En effet en 1984 55% des chômeurs sont restés dans cette situation plus d'une année.

Le groupe le plus touché par ce phénomène, sont les jeunes de 15 à 24 ans. Le taux de chômage des hommes de cet âge est de 31,5% et celui des femmes de cet âge s'élève à 31,7% (statistiques de 1986).

Ce fléau s'accroît d'une manière inquiétante parmi les jeunes diplômés. Toujours d'après les statistiques de 1986, 27% des bacheliers et ceux ayant des diplômes équivalents, sont sans travail et 6,5% des chômeurs sont diplômés de l'enseignement supérieur. Ce dernier taux s'élevait à 4,8% en 1985.

On compte actuellement 50.000 diplômés universitaires et 100.000 diplômés en général. En réalité les statistiques officielles ne reflètent pas la réalité du chômage dans le pays et ceci pour plusieurs raisons :

- 1) L'absence des statistiques globales relatives à l'emploi et par conséquent du chômage.
- 2) Ces statistiques se basent sur des concepts et des définitions non adaptés à la réalité de l'emploi/chômage dans le pays. Par exemple l'emploi est défini comme tout travail même quand il s'agit d'un chômage déguisé : petits boulots informels.
- 3) Certaines statistiques, elles aussi officielles ont estimé le taux de chômage permanent à plus de 19% en 1990 dans les villes.
- 4) Il faut tenir compte de l'exode rural qui suit un rythme accéléré. 74,8% habitaient la campagne avant 1980. En 1980 ce pourcentage a chuté pour atteindre 58% et sera de 50% vers l'an 2000.
- 5) Au moment où le taux de recrutement dans le secteur organisé augmente de 3,30% par an, le secteur informel "recrute" 6,90% de plus chaque année.

- 6) Un nombre important de chômeurs avaient la possibilité d'immigrer à l'étranger pour chercher un travail. Actuellement ce n'est plus le cas avec la crise économique et les politiques de l'immigration dans les pays d'accueils, principalement la France, chose qui va contribuer à une augmentation très sensible du chômage au Maroc.

Face à cette situation grave, le pouvoir a créé le Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir (C.N.J.A.) pour récupérer un jeune mouvement des jeunes diplômés chômeurs qui s'est constitué au milieu des années 80 et pour l'utiliser (C.N.J.A.) comme instrument et organe de propagande externe pour camoufler la politique de délaissement de la jeunesse et l'échec de la politique économique et sociale.

Mais conscients de leurs conditions et de leurs problèmes et sachant que ni le C.N.J.A. ni les politiques de replâtrage ne sont capables de résoudre un phénomène structurel qui trouve son explication et son origine dans la dépendance économique et financière du pays et dans les choix de politiques économiques et sociales dictées par les institutions financières impérialistes internationales, les jeunes diplômés chômeurs ont constitué leur propre cadre militant : l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs au Maroc (A.N.D.C.M.).

Dans le cadre de cette association nationale et ses sections au niveau local (les villes), les jeunes ont mené sans arrêt des luttes sous différentes formes. Mais comme d'habitude et dans tous les autres domaines, ce mouvement n'a pas été épargné par la répression malgré la légitimité de la cause défendue : Droit au travail.

Les luttes de ce mouvement sont très nombreuses, nous allons citer ici seulement quelques unes :

- L'association a organisé le 27 avril 1993, un sit-in de 24 heures au local de l'U.M.T. (Union Marocaine du Travail). Durant ce sit-in, les jeunes ont exprimé leur indignation à l'égard de la politique du pouvoir en matière de l'emploi, ils ont montré leur inquiétude de la situation du chômage qui ne cesse de toucher de plus en plus des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (universitaires et techniques) et ils ont affirmé leur solidarité et leur détermination à lutter et lutter encore plus pour arracher leur droit au travail.

Pendant le sit-in, une forte présence de Forces de police à proximité des lieux du rassemblement et près du local de la délégation du travail avait comme objectifs :

- semer un climat de peur et de provocation ;
- intimider les jeunes dans le but de casser leur mouvement et mettre fin au sit-in.

JEUNESSE, INTEGRISME ET REPRESSION.

L'aggravation de la situation économique depuis les années 80, avec l'application des plans austérité du Fonds Monétaire International (F.M.I.), et la dépendance totale de l'économie marocaine du marché mondial, est certes une raison majeure au développement de l'intégrisme. Le Maroc est à cet égard un "modèle" que se plaisent à mentionner les instances financières internationales. Le "libéralisme" le plus rigoureux étend ses tentacules. Le système sanitaire déjà bien déficient est démantelé pour être confié à des institutions privées condamnant aussi les pauvres à mourir faute de moyens financiers. les loyers ont atteint dans les villes des niveaux insupportables. la paupérisation permanente des paysans a accentué l'exode rurale surtout parmi les jeunes. L'enseignement public connaît une crise profonde et des milliers d'enfants et de jeunes sont chaque année éjectés à la rue faute de place.

La recrudescence du chômage dans les villes comme dans les campagnes, la montée des pratiques contraires aux valeurs de la société : prostitution, délinquance, drogue, corruption. Bref, la pourriture répandue par le pouvoir sont des facteurs parmi d'autres qui créent les conditions favorables à l'intégrisme dont le fanatisme se nourrit du désespoir de la jeunesse. Bien plus, le suivi attentif de la politique du pouvoir depuis la fin des années 70, montre la complicité de fait et parfois même organisée entre le pouvoir et l'intégrisme marocain. Pour l'un comme pour l'autre, l'ennemi à abattre par tous les moyens, tels ceux utilisés contre les étudiants, militants et sympathisants de l'U.N.E.M. et des associations culturelles progressistes, est le mouvement démocratiques et progressiste quelque soit ses formes de lutte.

Au plan de l'enseignement, la suppression quasi totale de l'enseignement de philosophie dans les classes terminales des lycées et son remplacement par celui de la "Pensée islamique", en témoigne. L'assassinat du dirigeant marxiste, Omar BENJELLOUN il y a plus de 15 ans est une preuve supplémentaire.

la pauvreté, l'injustice, l'aggravation des inégalités sociales, l'exclusion et la marginalisation des jeunes de tout centre de décision, favorisent en effet chez les jeunes le retour à la religion et la poussée de l'intégrisme.

Ce dernier apparaît donc comme un nouveau rationalisme, ses adeptes se recrutent parmi les jeunes des milieux pauvres et modestes, en quête d'arguments idéologiques et politiques pour "transformer" la société.

A l'université se sont surtout les étudiants déçus et désespérés par une réalité accablante et difficile à vivre, qui sont séduits par la radicalité du discours intégriste lorsqu'il "dénonce" la corruption du régime.

Face à cette situation caractérisée par la montée de l'intégrisme, le pouvoir marocain n'a pas laissé cette occasion lui échapper et il a commencé à utiliser ce mouvement fasciste en le dressant contre les démocrates et les progressistes et principalement contre l'U.N.E.M., ses militants et ses sympathisants.

Les fascistes islamisants ont commencé à organiser depuis 1990 des attaques contre tout rassemblement, activité, réunion ou action revendicative menée par ce syndicat. Plus que ces attaques, ces fascistes ont enlevé, torturé, séquestré des étudiants. Ils ont même tué et essayé de tuer d'autres.

Ainsi, le 25 février 1993, une soixantaine de fascistes, ont arrêté de force le taxi au bord duquel deux étudiants, M. Aït El Jaïd et M. Khammar rentraient chez eux. Ils les ont roué de coups, avant de les étendre sur la chaussée pour leur fracasser le crâne à coups de pavés.

Aït El Jaïd, né en 1964, étudiant à l'université de Fès et militant de l'U.N.E.M., devait décéder des suites de ses blessures le 1er mars. Son camarade, lui aussi étudiant et militant de l'U.N.E.M. est rescapé d'un état clinique très grave.

L'agression a eu lieu en présence d'agents de police dont certains, en tenue officielle. D'après le témoignage, l'un des assassins leur a rendu compte en ces termes : " Voici ceux que vous recherchiez".

Auparavant, l'université de Fès a vécu un état de siège imposé par les islamisants pour la recherche des "condamnés à mort", au vu et au su des "Forces de l'ordre".

Ils ont pénétré l'enceinte de l'université pour passer les étudiants et les étudiantes à tabac laissant derrière eux plusieurs dizaines de blessés. Des "milices" entraînés et armées de coutelas, poignards, chaînes, couteaux ...etc., sévissent ainsi à l'université marocaine (dans toutes les villes). Et chaque fois que les étudiants tentent de se défendre, les forces de répression interviennent en faveur des fascistes... Ces derniers n'hésitent pas à afficher des listes de "condamnés à mort". Les étudiants basistes et ceux du Parti de l'Avant-garde Démocratique Socialiste (P.A.D.S.) viennent en tête des listes.

En effet, le militant du P.A.D.S., Mohammadi Abdelaziz, a d'ailleurs subi une tentative d'assassinat similaire au mois de mars 1993. Agressé par une bande armée de vingt fascistes, et sauvagement tabassé, il a pu s'échapper. Poursuivi en plein jour par ces fascistes depuis le centre-ville jusqu'à l'université, ces derniers notoirement connus n'ont nullement été inquiétés. C'est au contraire le militant du P.A.D.S. qui a été interpellé par la police, interrogé sur ses activités estudiantines et celles de son parti, ses papiers d'identité lui ont été confisqués, et il devait retourner au commissariat pour "compléter" son dossier en vue de le présenter au procureur...

Avant ces événements, l'étudiant Maâti OUMLIL, de l'université d'Oujda a été enlevé, torturé, tué et jeté dans la rue. L'enseignant et artiste Khalid BELLAZIZ, a été agressé par les fascistes islamisants en janvier 1992 à Laraïch.

L'ensemble de ces événements parle de lui-même. Il s'agit là d'une coalition et d'une coordination à peine voilée entre l'appareil de répression et les intégristes. Ces derniers ont été historiquement encouragés (voir créés) et manipulés par le pouvoir pour contrecarrer le mouvement démocratique ; le cas de manipulation le plus flagrant étant l'assassinat odieux de Omar BENJELLOUN.

Non seulement le pouvoir a besoin des fascistes pour exécuter à sa place de sales tâches, mais c'est bien sa politique qui développe l'intégrisme.

JEUNESSE, CULTURE ET REPRESSION.

L'ouverture des jeunes aux courants idéologiques et culturels du monde, la soif de culture d'une jeunesse qui impose la force même de la vie aux forces aveugles et obscures de la réaction, se sont traduits durant les années 70 par la prolifération des ciné-clubs, des associations culturelles dont l'objectif est de faire face et de contrecarrer l'idéologie et la culture réactionnaire et néocolonialiste. Cette soif s'est traduite aussi par un phénomène immense de la nouvelle musique populaire, de la peinture, du théâtre et de la poésie. Phénomène issu des profondeurs de cette jeunesse.

En effet depuis le début des années 70 un formidable mouvement culturel, sportif et artistique, ne cesse de se développer : Colloques, rencontres-débats, festivals, commémorations de certains événements relatifs à la jeunesse, solidarité internationale etc... Autant de manifestations sont organisées par les jeunes dans le cadre de leurs associations et leurs clubs créés dans presque toutes les villes, dans les quartiers jusqu'au coeur même des bidonvilles.

La culture populaire, devenue la passion de la jeunesse, elle s'est transformée en un moyen d'expression contre la culture dominante. Dans une enquête réalisée par Ignacio Ramonet et publiée dans le Monde diplomatique de janvier 1984, l'auteur interprète l'action culturelle au Maroc comme une autre voie du politique.

Mais ayant peur du développement de ce mouvement qui peut éclaircir les idées et développer l'esprit critique, le pouvoir marocain a orienté sa répression vers cette forme de lutte comme pour les autres formes par plusieurs moyens :

- La mise en place et la création d'associations "culturelles" proche de lui.
- L'interdiction pure et simple de nombreuses activités et actions et souvent l'association elle-même quand celle-ci est jugée comme gênante et dérangeante.
- Des arrestations et condamnations des membres actifs de ces associations suite à des procès préfabriqués. Et les prisons regorgent encore de dizaines de militants pour activité dans le domaine associatif progressiste.
- Les revues culturelles sont souvent attaquées et muselées des lors qu'elles mettent à nu les atteintes aux Droits de l'Homme dans le domaine culturel.
- De nombreuses associations sont entravées dans leur fonctionnement et leurs actions par leur privation de tout soutien logistique, de toute aide matérielle et toute subvention financière. C'est le cas de l'Association Marocaine de l'Education et de la Jeunesse (A.M.E.J.).

JEUNES MAROCAINS A L'ETRANGER ET REPRESSION.

La répression qui s'abat sur la jeunesse en général et les étudiants en particulier ne se limite pas à l'intérieur du pays, mais s'étend pour toucher les jeunes et les étudiants à l'extérieur du Maroc. En effet, les représentants des gouvernements marocains à l'étranger : ambassades, consulats, amicales et associations rattachées aux consulats, surveillent de près et espionnent les activités politiques, syndicales et associatives des jeunes.

En créant des associations affiliées aux consulats, le pouvoir donne une couverture légale à des activités de police. Chargées de contrôler étroitement l'ensemble de la communauté marocaine à l'étranger, elles transmettent des renseignements par le canal d'un système d'information centralisé.

Bon nombre de marocains, militants de l'U.N.E.M. ou d'associations d'immigration, sont signalés à la police des frontières, et sont arrêtés à leur retour. Certains "disparaissent" en franchissant la frontière marocaine et se voient retirer leur passeport.

Ce fut le cas de Mohamed RAFIK, militant de l'U.N.E.M. à Montpellier, qui passait ses vacances d'été dans son pays. Il était arrêté en 1981 par un groupe de policiers, transféré et incarcéré au centre de détention clandestin de Derb-Moulay-Cherif où il subira les tortures les plus ignobles jusqu'à sa libération survenue fin 1984, soit plus de 3 ans de séquestration illégale.

LISTE NON-EXHAUSTIVE D'UNE REPRESSION CONTINUE.

* Le 28/04/92 la cour d'assise de Fès prononça à l'encontre des 35 étudiants du groupe du 1er mars 1992 des peines lourdes de conséquences pour le mouvement étudiant :

- 3 acquittements sur 35
- 1 condamnation à un an de prison avec sursis
- 31 condamnations de 6 mois à 1 an de prison ferme :

BELKHAMAR Driss, GHAZNI Ahmed, LOUY Aziz, ELOUAZZANI Saleh, BOUCHITI Mohcine, MAJGHIROU Mohamed, NACIRI Mohamed, BOUCHITI Faiz Aziz, CHADID Adnane, RACHID Mohamed, RIACHID Mohamed, BOUDOUR Abdelhak, OUROU Ali, LAARAJ Abderrazak, MOBTACIM Jamal, KANDRI Kabbour, CHERKAOUI Abdelhafed, SABER Brahim, BENHADD Said, KHATARI Abdelouahad, NOUACHI M'Barek, BAKOUYA Laârbî, ELJOUNI Abdeslam, BENADADA Driss, BENHAMMOU Ahmed, BOUBAKRI Abdelaziz, ALAMI Saâd, KHARJI Mohamed, LAMNIA Mohamed, LABROUZI Meziane, LAGHAMRI Abdellal, Benmassâoud Ahmed, ACHEHBOUNE Mohamed, BENGHAZI Lahbib, JALAL Driss.

* En 1991, douze étudiants du groupe du 25 octobre 1991, ont été condamnés à des peines très lourdes.

* Toujours en 1991, le groupe du 4 décembre 1991 composé de 19 étudiants, a subi le même sort.

- 2 ans et demi pour FELLAHI Bachir, SLALI Abdelfadel, HAMD AOUI Aziz, FECHTALI Mehdi, et BENKIRANE Khaled.
- 2 ans pour RAZZOUI Thami, LAHLOU Mohamed, NAJI Khaled, KHARRAT Mohamed, MAAROUI Mohamed, LAMZABI Jawad et SATEH Mustapha.
- 1 an et demi pour HABBADI Abdellatif.
- 1 an pour ZEJJARI Driss, AMMOURI Aziz, MEKKAOUI ALAOUI Mustapha, BAHHARI Fouad, BOUYMEJJANE Hamid, et GHAYATI Hamid.

* Trois étudiants arrêtés le 14 décembre 1990 :

- 5 ans pour LAHBIB Rachid.
- 2 ans pour ELBOUJADI Mustapha et ZAG Abdelkader.

* Deux étudiants transférés de la prison d'Oujda :

- 2 ans pour BUHNASS Mustapha.
- 1 an pour LAKTAMI Bouchta.

* En 1984, suite aux émeutes qui ont secoué le pays, seize mille inculpations et des centaines de condamnations par des peines allant jusqu'à 20 ans de prison ferme, ont été prononcées.

Suite à ces condamnations, 27 jeunes ont entamé une grève de la faim pour réclamer le droit d'étudier, de recevoir la presse autorisée au Maroc et d'améliorer leur conditions de détention. Face au refus du Pouvoir ils ont durci leur mouvement. Le résultat était de 3 morts : Abdel Hakim MESKINI, Boubaker DOURAIDI et Mustapha BELHOUARI.

* En 1989 le jeune Abdelhak CHBAADA meurt suite à une grève de la faim qui a duré 64 jours.

* En avril 1979 le jeune lycéen Mohamed GRINA fut enlevé à Casablanca, accusé d'avoir organisé une manifestation de solidarité avec le peuple palestinien. Il est mort le jour de son procès suite à une torture féroce qu'il a subie pendant l'interrogatoire.

* Le 26 octobre 1991, 5 étudiants ont été arrêtés suite à la manifestation organisée au sein de la cité universitaire de Marrakech, ils ont été condamnés de quelques mois à 5 ans de prison : ABDENNOUR Mohamed. ELFADILI Abdelhak, HADDOUCH Lahcen, SEBBAR Abdelmoula, ELMOUSSAOUI Abderrahmane.

* LE 8 octobre 1993, un autre groupe d'étudiants est condamné à des peines lourdes :

KAMBOU Abdelmajid : 8 mois de prison, assorti d'une amende de 1000 DH.

BOUAMAMA Najib : " " " "

ELMARZOKI Ismaïl : " " " "

KHAFINE Mohamed : 3 mois de prison assorti d'une amende de 1000 DH.

EL BASIS Abdelaziz : " " " "

HASNI Houssine : " " " "

OUAFIK Ahmed : " " " "

AKBAL Amakrane : 1 ans de prison assorti d'une amende de 500 DH.

* En février 1993, assassinat de M. AIT EL JAID par les fascistes islamisants.

* En Février et Mars 1993, tentatives d'assassinat échouées de M. KHAMMAR et A. MOHAMMADI.

* Suite aux événements de 1984, des jeunes ont été condamnés à :

- 15 ans de prison ferme pour Mohamed ABBAD.

- 10 ans de prison ferme pour MOUAZ Ahmed né le 24/01/63.

- 10 ans de prison ferme pour Abdelaziz CHAMLAL.....etc.

CONCLUSION :

L'usage de la répression : organisation de procès préfabriqués, tortures, séquestrations... au Maroc n'est pas un phénomène conjoncturel ou le fait d'abus de pouvoir accidentels, mais un phénomène permanent inhérent à la nature même du pouvoir en place. Bien qu'interdite théoriquement et niée officiellement, la torture constitue une " institution souterraine" du pouvoir et paraît dans sa constance et sa logique inhérente à l'idéologie totalitaire régnante. Elle est un moyen de réprimer toute tentative de remise en cause, critique dérangeante et toute opinion gênante.

Cette série de procès-complots dirigés contre la jeunesse, est en fait la seule réponse de la classe dominante à la dégradation continue de la situation de l'université et des conditions de vie des jeunes. C'est également la seule réponse aux revendications et aux luttes démocratiques légitimes des étudiants dans le cadre de leur organisation syndicale, et des jeunes dans le cadre de leurs associations culturelles et de lutte pour l'emploi.

Pour notre part, étudiants et jeunes du Parti de l'Avant-garde Démocratique Socialiste (P.A.D.S.), nous condamnons énergiquement cette vague de répression continue et de procès qui s'abat sur le mouvement étudiant et celui de la jeunesse dans notre pays, exigeons le respect des droits de l'Homme et des chartes internationales ratifiées officiellement par le Maroc, et appelons la solidarité de tous les démocrates au niveau national et international avec la lutte du mouvement étudiant et celle de la jeunesse, partie intégrante du juste combat de notre peuple.

Nous affirmons notre détermination à continuer la lutte malgré et quelque soit le degré et la forme de cette répression.